

1990

# c S.8 Settlers' Pulpwood Protection Act/Loi sur la protection des droits des colons relativement au bois à pâte

Ontario

© Queen's Printer for Ontario, 1990

Follow this and additional works at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso>

---

## Bibliographic Citation

*Settlers' Pulpwood Protection Act*, RSO 1990, c S.8 / *Loi sur la protection des droits des colons relativement au bois à pâte*, SRO 1990, c S.8

## Repository Citation

Ontario (1990) "c S.8 Settlers' Pulpwood Protection Act/Loi sur la protection des droits des colons relativement au bois à pâte,"

*Ontario: Revised Statutes*. Vol. 1990: Iss. 11, Article 6.

Available at: <http://digitalcommons.osgoode.yorku.ca/rso/vol1990/iss11/6>

## CHAPTER S.8

### Settlers' Pulpwood Protection Act

#### Definitions

#### 1. In this Act,

"company" means a company, partnership or individual operating in Ontario in connection with the purchasing, trading in or holding of pulpwood or pulpwood lands by contract, lease or otherwise, or manufacturing pulpwood, paper of any kind, or other products of pulpwood; ("compagnie")

"Minister" means the Minister of Natural Resources; ("ministre")

"regulations" means the regulations made under this Act; ("règlements")

"settler" means any settler occupying lands under the *Public Lands Act* or engaged in agricultural pursuits involving the clearing and cultivation of land. ("colon") R.S.O. 1980, c. 469, s. 1.

#### Power to investigate

2.—(1) The Minister or any officer of the Ministry of Natural Resources upon the instructions of the Minister may investigate the prices received and the terms and conditions with respect to the sale, disposal or transfer of pulpwood cut on settlers' lands.

#### Furnishing of information

(2) The Minister may require any company or settler to furnish in writing and under oath such information relating to sale, transfer or purchase of pulpwood as the Minister may consider necessary for the purposes of this Act.

#### Service of notice

(3) Notice may be forwarded to the company or settler by registered mail, and such information as may be required under subsection (2) shall be furnished to the Minister within the time specified in the notice. R.S.O. 1980, c. 469, s. 2.

#### Regulations

3. Upon the recommendation of the Minister, the Lieutenant Governor in Council may make regulations,

- (a) governing the sale and supply to any company of pulpwood cut by any settler, or of pulpwood cut from the lands of any settler;

## CHAPITRE S.8

### Loi sur la protection des droits des colons relativement au bois à pâte

#### Définitions

#### 1 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«colon» Colon qui occupe des terres en vertu de la *Loi sur les terres publiques* ou qui se livre à l'agriculture en défrichant et en cultivant la terre. («settler»)

«compagnie» Compagnie, société en nom collectif ou particulier dont les activités en Ontario se rapportent à l'achat, au commerce ou à la possession du bois à pâte ou des terres de bois à pâte par contrat, location ou autrement, ou qui fabrique du bois à pâte, du papier de toutes sortes ou d'autres dérivés du bois à pâte. («company»)

«ministre» Le ministre des Richesses naturelles. («Minister»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations») L.R.O. 1980, chap. 469, art. 1.

#### Pouvoir d'enquêter

2 (1) Le ministre ou le fonctionnaire du ministère des Richesses naturelles mandaté par le ministre peut enquêter sur les prix payés, sur les conditions auxquelles ont été réalisées les ventes, les aliénations ou les cessions de bois à pâte coupé sur les terres des colons.

#### Renseignements

(2) Le ministre peut exiger qu'une compagnie ou qu'un colon lui fournisse par écrit et sous serment les renseignements qui se rapportent à la vente, à la cession ou à l'achat de bois à pâte et que le ministre estime nécessaires pour l'application de la présente loi.

#### Signification de l'avis

(3) Un avis peut être envoyé à la compagnie ou au colon par courrier recommandé, et les renseignements exigés aux termes du paragraphe (2) sont fournis au ministre dans les délais impartis dans l'avis. L.R.O. 1980, chap. 469, art. 2.

#### Règlements

3 Sur recommandation du ministre, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) réglementer la vente et l'approvisionnement aux compagnies du bois à pâte coupé par les colons ou du bois à pâte coupé sur les terres des colons;

- (b) fixing the kinds and quantities of pulpwood that may be purchased by any company within any stated period, having regard to the requirements of such company for such period;
- (c) fixing the prices to be paid by any company to any settler for pulpwood cut on settlers' lands and controlling the method of measuring such pulpwood;
- (d) respecting any matter necessary or advisable to carry out effectively the intent and purpose of this Act. R.S.O. 1980, c. 469, s. 3.

Offence,  
individuals

**4.—(1)** Every settler who contravenes any of the provisions of this Act or the regulations is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$25 and not more than \$100. R.S.O. 1980, c. 469, s. 4 (1).

Idem,  
companies

(2) If a company or an agent or employee of a company contravenes this Act or the regulations, the company is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not less than \$500 and not more than \$1,000. R.S.O. 1980, c. 469, s. 4 (2), *revised*.

- b) fixer les espèces et les quantités de bois à pâte que les compagnies peuvent acheter au cours d'une période déterminée, en tenant compte des besoins des compagnies au cours de la période;
- c) fixer les prix devant être payés par les compagnies aux colons pour le bois à pâte coupé sur les terres des colons et surveiller la méthode employée pour mesurer le bois à pâte;
- d) traiter de toute question nécessaire ou souhaitable pour réaliser efficacement l'intention et l'objet de la présente loi. L.R.O. 1980, chap. 469, art. 3.

Infraction,  
particuliers

**4 (1)** Le colon qui contrevient à une disposition de la présente loi ou des règlements est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 25 \$ et d'au plus 100 \$. L.R.O. 1980, chap. 469, par. 4 (1).

Idem,  
compagnies

(2) Si une compagnie ou le mandataire ou l'employé de la compagnie contrevient à la présente loi ou aux règlements, la compagnie est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au moins 500 \$ et d'au plus 1 000 \$. L.R.O. 1980, chap. 469, par. 4 (2), *révisé*.